

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43, rue du Docteur Duroselle  
16000 Angoulême

Angoulême, le 12/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Société SOCOMETA**

ZAE La Croix Saint-Georges  
16500 Confolens

Références : 2026\_183\_UbD16-86\_Env  
Code AIOT : 0007202771

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/02/2026 dans l'établissement SOCOMETA implanté ZAE La Croix Saint-Georges 16500 Confolens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCOMETA
- ZAE La Croix Saint-Georges 16500 Confolens
- Code AIOT : 0007202771
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise SOCOMETA (Société Confolentaise de Métallurgie) est fondée par la société LEROY SOMER en 1976 pour l'ébarbage de pièces de fonte.

En 1982, la fonderie de bronze et d'aluminium est créée sur le site ainsi que les ateliers d'usinage de précision.

Sur le site, les activités comprennent la production de pièces moulées en alliages d'aluminium et en bronze (alliage Cu/Sn sans Pb) et l'usinage de précision.

Depuis 2021, l'entreprise est intégrée au groupe La Fonte Ardennaise. Ce groupe dispose de sites de production en France, en Espagne et en Serbie et réalise 62 % de son CA à l'exportation.

L'usine de Confolens relève de l'autorisation au titre de la rubrique ICPE n°2552 (fonderie de métaux et alliage non ferreux - fabrication de produits moulés) pour une capacité de 10 tonnes par jour, et environ 1000 tonnes par an.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Prévention de la pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	5 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Confinement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 04/06/1998, article 544	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Classement ICPE	Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des informations sont attendues sur la défense incendie et le confinement des eaux incendie sur la base d'évaluations selon les guides reconnus D9 et D9A. Le cas échéant, ces évaluations peuvent être validées avec le concours du SDIS de la Charente ([service.prevention@sdis16.fr](mailto:service.prevention@sdis16.fr)).

Les équipements et les aménagements à mettre en œuvre, si nécessaire pour adapter les moyens disponibles à ces évaluations, devront être planifiés par l'exploitant suivant un calendrier à établir.

Le point de situation effectué sur le classement des activités vis-à-vis des rubriques de la nomenclature des ICPE a permis de confirmer la situation actée par l'arrêté préfectoral de 2017.

Enfin, la campagne de mesures dans les rejets atmosphériques des installations est programmée pour le 1<sup>er</sup> semestre 2026.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Prévention de la pollution de l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 5			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance périodique			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Article 5 de l'arrêté préfectoral du 20/12/2017 :			
« Valeurs limites admissibles des rejets et modalités de suivi :			
Conduits	Émissions	Valeurs limites d'émission (de concentration)	Fréquence de contrôle
1	Alcalins (exprimés en OH)	10 mg/m <sup>3</sup> *	1 fois / 3 ans
2	Poussières	Flux massique < 0,5 kg/h - 150 mg/Nm <sup>3</sup> . Flux massique > 0,5	1 fois / 3 ans

		kg/h - 100 mg/Nm <sup>3</sup>	
3, 4, 5, 6, 7, 8, 9	Poussières totales	100 mg/m <sup>3</sup>	1 fois / an
3, 4, 5, 6, 7, 8, 9	Monoxyde de carbone	150 mg/Nm <sup>3</sup> *	1 fois / an
4, 7, 8, 9	Oxydes d'azote (exprimés en dioxyde d'azote)	hormis le protoxyde d'azote : Flux horaire > 25 kg/h - 500 mg/m <sup>3</sup> .	1 fois / an
4,6	Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore (exprimés en HCl)	Si Flux horaire > 1 kg/h - 50 mg/m <sup>3</sup> . *	1 fois / an
4,6	Fluor et composés inorganiques du fluor (exprimés en HF)	Flux horaire > 500 g/h - 5 mg/m <sup>3</sup> pour les composés gazeux et l'ensemble des vésicules et particules.	1 fois / an
7	Rejets de Métaux	Flux horaire total > 25 g/h - 5 mg/m <sup>3</sup> (exprimée en Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn).	1 fois / an
9	Composés organiques volatils Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane.	Flux horaire total > 2 kg/h - valeur limite exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés de 110 mg/m <sup>3</sup> .	1 fois / an
9	Composés organiques volatils visés à l'annexe 3 de l'AM du 02/02/98  Phénol n°CAS : 108-95-2	Flux horaire total des composés organiques visés à l'annexe III > 0,1 kg/h - valeur limite d'émission de la concentration globale de l'ensemble de ces composés est de 20 mg/m <sup>3</sup> .  En cas de mélange de composés à la fois visés et non visés à	1 fois / an

		<i>l'annexe III, la valeur limite de 20 mg/m3 ne s'impose qu'aux composés visés à l'annexe III et une valeur de 110 mg/m3, exprimée en carbone total, s'impose à l'ensemble des composés.</i>	
9	<i>Rejets d'ammoniac</i>	<i>Flux horaire d'ammoniac &gt; 100 g/h - 50 mg/m3.</i>	<i>1 fois / an</i>

#### Constats :

En séance, l'exploitant s'engage à réaliser en 2026 une campagne complète de mesures des rejets atmosphériques des installations, au niveau des 9 points de rejets mentionnés dans l'arrêté préfectoral et associés à l'activité principale de l'usine.

**La dernière campagne réalisée datant de 2023, il est nécessaire que la campagne 2026 prenne en compte l'ensemble des paramètres et polluants mentionnés dans l'arrêté préfectoral, indépendamment de la fréquence de contrôle.**

L'exploitant précise avoir reçu un devis d'intervention de l'APAVE, qui doit être validé.

Ce devis, après validation, devra être adressé à l'inspection des installations classées.

La date d'intervention de l'APAVE sera également communiquée.

**À défaut de recevoir ces informations qui confirment la réalisation des mesures en 2026, il a été rappelé à l'exploitant que ne pas réaliser le contrôle sur les rejets atmosphériques des installations est susceptible de relever des dispositions du I de l'article L.171-8 du code de l'environnement (mise en demeure préfectorale).**

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées :

- le devis signé pour le contrôle de l'APAVE, sous 1 semaine ; ce contrôle devra être réalisé sous 5 mois (au plus tard début juillet 2026) ;
- le rapport de contrôle de l'APAVE, dès réception.

Si des dépassements de valeurs limites sont mis en évidence lors du contrôle, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, lors du même envoi du rapport de contrôle :

- ses commentaires ou explications sur les causes des dépassements ;
- la nature des actions correctives et/ou préventives mises en œuvre ou prévues (avec calendrier de réalisation) pour éviter que des dépassements apparaissent à nouveau.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 5 mois

## N° 2 : Prévention du risque incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Matériel de lutte incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté préfectoral du 20/12/2017, article 4 (modifiant l'article 8.12. de l'arrêté préfectoral du 04/06/1998) : <i>"L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</i> <ul style="list-style-type: none"><li><i>• Un réseau d'eau public ou privé alimentant des bouches ou des poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre dont un est implanté à 200 mètres au plus de l'établissement, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau ainsi que si nécessaire la réserve d'eau de l'établissement sont capables de fournir le débit nécessaire à l'alimentation simultanée des robinets d'incendie armés et à l'alimentation, à raison de 60 m<sup>3</sup>/heure chacun, des poteaux ou bouches d'incendie.</i></li></ul> <i>(...)</i> <i>L'exploitant tiendra à jour et à disposition de l'inspection des installations classées, tout justificatif permettant de juger de la pertinence et de l'adéquation des moyens de lutte contre l'incendie mis en place."</i>
<b>Constats :</b>  La défense incendie est assurée par les poteaux P1 et P43 situés sur la voie publique (rue de l'Ouillette) à moins de 200 mètres de l'entrée principale du site (rue René Chêne). Le poteau P1 est accessible depuis une entrée secondaire située rue de l'Ouillette. Un accès au site par le SDIS serait donc possible depuis cette entrée située à environ 100 mètres au Nord. Les débits à 1 bar sont mesurés à plus de 60 m <sup>3</sup> /h. Toutefois, ces valeurs doivent être confirmées par des mesures plus récentes. Enfin, le site Intermarché situé au Nord du site dispose d'une bache incendie de 420 m <sup>3</sup> (à environ 120 mètres) mobilisable par les pompiers, le cas échéant et accessible depuis la rue de l'Ouillette.  Néanmoins, il est rappelé la nécessité de produire une évaluation des besoins en eau incendie pour les 2 unités du site SOCO1 et SOCO2, distantes de 40 mètres environ. Cette évaluation est à mener par l'exploitant selon le Guide D9 du CNPP. Si nécessaire, l'exploitant se fera aider par le SDIS de la Charente pour cette évaluation ainsi que pour l'organisation d'un exercice d'intervention (le dernier date d'une vingtaine d'années) et la formation d'équipiers de 1er secours.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans un délai de 3 mois : - les résultats de l'évaluation des besoins en eau incendie pour le site selon le guide D9 ; - les éléments justifiant de l'adéquation entre les moyens en eau incendie disponibles et le calcul de ces besoins selon le Guide D9.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Confinement des eaux d'extinction incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/06/1998, article 544
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de confinement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté préfectoral du 04/06/1998, article 5.4.4. : <i>"5.4.4. - Bassin de confinement L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie est recueillies dans un bassin de confinement. Le volume de ce bassin est de 5 m<sup>3</sup>. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances, localement et à partir d'un poste de commande."</i>
<b>Constats :</b>  À la suite de la dernière inspection du site, il avait été demandé à l'exploitant une évaluation des besoins en confinement des eaux polluées en cas de sinistre, en application du Guide D9A et une description des mesures en place et prévues pour disposer du volume minimal de confinement ainsi déterminé et assurer (dispositif de commande) en toutes circonstances ce confinement, avec un échéancier de réalisation. Lors de la présente inspection, une cuve enterrée dont le volume reste à déterminer, a été découverte au rdc du bâtiment SOCO 2. La cuve était en eau et connectée au réseau pluvial. Un dispositif d'obturation a été visualisé sur le réseau d'eau ; un essai de manœuvrabilité a été réalisé en 2025. L'emplacement de ce dispositif n'est pas identifié et son mode d'actionnement n'a pas été défini.  Au vu des investigations menées le jour de l'inspection, il apparaît que ce seul obturateur ne serait probablement pas suffisant pour confiner la totalité des eaux incendie collectées par les réseaux. <b>L'exploitant doit donc poursuivre ses investigations pour établir un état des lieux du réseau d'eaux et des dispositifs d'obturation en place.</b> Il a également été examiné la possibilité de confiner les eaux incendie au niveau du rdc de ce même bâtiment après mise en place de dispositifs étanches au niveau des 2 portes d'accès.  A date, pour l'unité SOCO 2, le besoin de confinement d'eaux incendie reste à déterminer et les moyens pour réaliser ce confinement restent à préciser, voire compléter.  Pour l'unité SOCO 1, la visite de terrain a permis de constater l'absence de tout dispositif d'obturation sur le réseau. En cas de départ de feu sur cette unité, le confinement des eaux incendie ne serait donc pas opérationnel.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées : - sous 3 mois : l'évaluation des besoins en confinement des eaux polluées en cas de sinistre, en application du Guide D9A pour les unités SOCO 1 et SOCO 2 ; - sous 3 mois : une description des mesures en place et prévues pour disposer du volume minimal de confinement ainsi déterminé. Lorsque des mesures restent à mettre en œuvre pour assurer le confinement, un échéancier des travaux est également transmis ; - sous 1 mois : met en place un repérage et une identification du dispositif d'obturation trouvé en rdc du bâtiment SOCO 2 , dont il définit et formalise le mode opératoire qui est testé à intervalles réguliers. Il est rappelé que les organes de commande au confinement doivent avoir être actionnés en toutes circonstances.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : Classement ICPE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2017, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste des installations classées exploitées sur le site
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté préfectoral du 20/12/2017, article 2 (modifiant l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 04/06/1998), qui énumère les installations classées ICPE exploitées sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- régime de l'autorisation : fonderie de métaux non ferreux, rubrique 2552-1,</li> <li>- régime de la déclaration : <ul style="list-style-type: none"> <li>travail mécanique des métaux, rubrique 2560-B</li> <li>trempe, recuit / revenu de métaux / alliages, rubrique 2561</li> <li>dégraissage de surface avec liquide à base aqueuse, rubrique 2563-2</li> <li>emploi de matières abrasives, rubrique 2575.</li> </ul> </li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La puissance totale des machines à retenir au titre de la rubrique 2560 (travail mécanique des métaux) est limitée par la puissance délivrée par le transformateur électrique de 1000 kVA. De ce fait, le seuil du régime de l'enregistrement pour la rubrique n'est pas atteint. La liste des machines fournies par l'exploitant retient : 700 kW de puissance totale pour les unités SOCO 1 et SOCO 2 et 50 kW pour l'unité SOCO 3 située sur un autre site à proximité (environ 100 mètres au sud). Il convient donc de retenir la puissance de 700 kW pour la rubrique 2560, et donc le régime de la déclaration. Il n'y a aucun changement de classement ICPE des autres activités. Les équipements de combustion disposent d'une puissance cumulée de 210 kW (combustible gaz naturel) située en-dessous du seuil de classement de la rubrique 2910-A fixé à 1 MW.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite